

1222 rue St-Hubert, Montréal, Qc H2L 2Y7 • Tél.: (514) 843-8156

VOLUME 5 NO 4

BULLETIN DE LIAISON

OCTOBRE 1991

MOT DE LA PRÉSIDENTE

Bien le bonjour,

Après une relecture du plan de travail de l'R et de celui de notre Centre de femmes, je suis impressionnée par le chemin parcouru ces dernières années. Et ce n'est pas fini le voyage des centres de femmes et des femmes vers l'an 2000!

Je trouve quelque fois, le sac à dos un peu lourd à porter. Je sais bien que la meilleure façon de continuer le parcours, c'est d'alléger les bagages. Mais ce n'est pas toujours évident de décider quoi jeter par-dessus bord. Ne sommes-nous pas touchées, de près ou de loin, par tout ce qui se passe dans notre société? Existe-t-il encore des dossiers qui ne sont pas de "condition féminine"?

Heureusement, à la dernière assemblée générale annuelle de l'R nous avons pu remarquer une belle solidarité (malgré certaines divergences d'opinions) entre les femmes venues de tous les coins de la province. J'y ai puisé tout le courage et l'énergie nécessaires pour amorcer une autre année de travail. Je suis de tout coeur avec vous toutes.

Diane Robert

S O M M A I R E

SPÉCIAL CONGRÈS

pages

• CONGRÈS D'ORIENTATION DE L'R (JUIN 1991)	
- Pourquoi?	03
• LE MOUVEMENT DES FEMMES A L'AUBE DE L'AN 2000	
- La soirée d'ouverture	03
- Le pouvoir, les femmes et la rumeur	06
- Et le débat	10
- La suite: des ateliers remue-méninges	10
- L'unité par le SPM?	12
• L'ASSEMBLÉ GÉNÉRALE	
- Et quoi encore?	14
- Mon premier congrès de l'R	15

EXTRAIT DU BULLETIN DE LA LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS

- Pauvreté et droits humains	17
------------------------------	----

BOÎTE A OUTILS

• FEMMES ET SANTÉ	
- aspects psychosociaux	20
• Des lettres patentes et des règlements conformes à l'orientation féministe d'un centre de femmes	21
• Répertoire des organismes des communautés culturelles du Québec	21
• Au bas de l'échelle	22
• Pas le temps d'arrêter	22
• " L'éducation populaire, ça change le monde!"	23
• Une société sans barrière	24
• Question de compétence	25
• Derrière les façades	26
• Les outils de la permanence	27

QUESTIONNAIRE 29

Production:

Coordination: **Claire Laviole**

Collaboration: **Michelle Asselin, Françoise David,
Jocelyne Lamoureux et Hélène Pedneault**

Mise en page: **Jean Leblanc**

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale d'Ottawa

Le bulletin de liaison est produit par

L'R des Centres de femmes du Québec inc.

1222, rue St-Hubert, Montréal (Québec), H2L 2Y7 (514) 843-8156

SPÉCIAL CONGRÈS

CONGRES D'ORIENTATION DE L'R (juin 1991)

Pourquoi?

Lors de son assemblée générale de juin 1990, l'R des centres de femmes décidait de tenir, l'année suivante, un congrès d'orientation. Pourquoi? Pour requestionner, en toute sérénité, le projet féministe des centres de femmes dans une société en constante évolution. Nous étions désireuses de regarder nos pratiques pour en améliorer le contenu et la forme:



La présidente Diane Robert lors de l'ouverture.

Il est vite devenu évident que nous ne pouvions pas effectuer cette réflexion toutes seules, en-dehors du mouvement des femmes. Nous avons donc invité des groupes de femmes de toutes les régions du Québec à partager avec nous un premier vingt-quatre heures de congrès. Nous avons appelé ce "mini-

colloque": Le Mouvement des femmes à l'aube de l'an 2000".

Ce partage nous a permis de jeter un regard critique et constructif sur le féminisme d'aujourd'hui, sa richesse et ses contradictions. Les idées discutées ont inspiré l'ensemble de notre congrès et continueront d'être débattues d'ici au prochain congrès d'orientation de l'R... en juin 1993!

LE MOUVEMENT DES FEMMES A L'AUBE DE L'AN 2000

La soirée d'ouverture.

Quelle soirée animée! Le panel a vraiment fait vibrer les coeurs et les cerveaux. Les éclats de rire n'ont pas manqué non plus... Nos invitées étaient:

Armande St-Jean, écrivaine, journaliste, professeure

Aura Bizzarri, coordonnatrice du Collectif des femmes immigrantes

Michèle Rouleau, présidente de l'Association des femmes autoch-

SPÉCIAL CONGRÈS

tones

Marie-Claude Lortie, journaliste
à La Presse

Hélène Pedneault, écrivaine,
chroniqueuse.

Sans prétendre faire un résumé exhaustif de leurs exposés, en voici

ment des femmes à l'aube de l'an 2000?"

-La violence et la pauvreté qui, loin de régresser, atteignent beaucoup de femmes -le prix à payer pour l'autonomie: la solitude amoureuse des femmes. "Les hommes peuvent facilement être remplacés... sauf dans la vie privée!"



Présentation des panélistes.

les grandes idées ou questions posées à l'auditoire.

Armande St-Jean:

elle a répondu en quatre volets à la question: "Quels sont les enjeux majeurs qui interpellent le mouve-

Michèle Rouleau:

il a été question, bien sûr, de la discrimination que vivent les femmes autochtones, mais aussi du lien qu'elles opèrent entre leurs luttes féministes et leurs revendications nationales.

-la réhabilitation du féminisme. Réaffirmer ce mot tabou dans toute la société, rejoindre toutes les femmes

-revenir à l'analyse fondamentale de l'oppression des femmes. Remettre "sur la map" l'idée de système patriarcal.



SPÉCIAL CONGRÈS



Michèle a demandé aux féministes québécoises d'appuyer non seulement les revendications des femmes autochtones en rapport avec leur oppression, comme femmes, mais aussi celles qui touchent le droit à la terre, l'auto-détermination, les préoccupations environnementales.

Elles nous a aussi interrogées sur notre ouverture à accepter des stratégies féministes différentes, comme, par exemple, l'implication des hommes dans des dossiers ou sur des questions qui touchent les femmes.

Aura Bizzarri:

avec beaucoup de verve et d'humour, elle nous a rappelé les difficultés vécues par les femmes immigrantes et a lancé, elle aussi, un appel à la solidarité. Elle aussi s'est interrogée sur l'ouverture du mouvement des femmes à des façons de penser et d'agir différentes.

Elles nous a demandé si, à nos yeux, la discrimination raciale était moins importante que le sexisme.

Enfin, elle nous a conviées à poser des gestes concrets pour tisser des liens de partage et d'entraide. "Pas besoin d'actions toujours spectacu-

lares", nous a-t-elle dit, de petits gestes, vécus dans le quotidien peuvent être de très bons points de départ.

Marie-Claude Lortie:

nous lui avons posé la question: "Le mouvement des femmes est-il un ghetto?" Nous voulions savoir comment les jeunes femmes se situaient, par rapport au féminisme comme idéologie, et aux groupes de femmes, où les leaders commencent à dépasser largement la trentaine...

Eh bien, nous l'avons su! Selon Marie-Claude Lortie, beaucoup de jeunes femmes qui luttent pour les droits des femmes se disent non-féministes. C'est une question d'image. Marie-Claude nous apporte aussi des questions: est-ce que les féministes "établies" acceptent de faire place à la relève?

Sommes-nous prêtes à aborder des questions polémiques, comme, par exemple, permettre aux hommes de participer à certaines de nos activités?

Quant à Hélène Pedneault, qui a littéralement soulevé la salle, nous reproduisons son texte dans le présent bulletin. Que l'humour peut être subversif!

SPÉCIAL CONGRÈS

LE POUVOIR, LES FEMMES ET LA RUMEUR.

Le Mépris a cette particularité de ne s'inscrire que dans des corps humains, jamais dans des textes de loi où il n'a pas de terre aimable pour le faire pousser comme de la mauvaise herbe. Le Mépris n'est donc permis par aucune loi, dans aucun pays du monde.

Le Mépris a pourtant mis au monde un fils illégitime appelé Préjugé, dont la grande spécialité est de répandre des rumeurs à une vitesse fulgurante.

Par exemple: "En politique, les femmes sont pires que les hommes. Regardez Margaret Thatcher, Indira Gandhi et Golda Meir". Ou encore: "Derrière les grands hommes politiques, il y a toujours une femme redoutable qui tire les ficelles. Regardez Héléna Ceaucescu ou Imelda Marcos, "

Le Préjugé sème toutes ses rumeurs avec la complicité absolue et nécessaire de sa mère, la Généralisation, femme illégitime du Mépris.

C'est ainsi que, à peine nommée, Edith Cresson, première femme à occuper le poste de Première ministre en France, se fait déjà ridi-

culiser à la une des journaux "Pas de salade, Cresson", se fait-elle crier par des policiers en manif.

Dans ces conditions, quelle femme qui tient à sa santé mentale et physique a envie de se lancer en politique? Quelle femme a envie de prendre le pouvoir quand elle a 100% de chances de perdre son



Hélène Pedneault en action.

propre pouvoir, si chèrement gagné?

Nous sommes passées directement des luttes collectives à la thérapie Individuelle. Nous, les femmes, avons de bien drôles de moeurs: nous croyons toujours que nous sommes responsables de tout, c'est énervant. Et quand on a un problème collectif, on s'en va en thérapie pour le régler plutôt que de renver-



SPÉCIAL CONGRÈS



ser le gouvernement en place. Je suis certaine qu'il y a eu recrudescence de thérapies individuelles chez les femmes après Tchernobyl, après le référendum en 1980 ou après les événements d'Oka.

Je dis qu'il est temps que les femmes passent de la propriété indivise à la propriété divise. Il ne faut plus accepter d'être responsable de l'hypothèque de tout le monde et payer à leur place.

Je suggère donc que nous nous transformions toutes en condos! Une fois condos, on prendra de la valeur et on pourra se détendre un peu, le temps de regarder calmement quelle serait la meilleure façon de parvenir à nos fins, c'est-à-dire changer le monde. En bas de ça, il n'y a pas de négociation possible.

Choisissons-nous massivement d'aller en politique pour éteindre les feux que les pyromanes qui sont au pouvoir en ce moment ont allumés partout, en plus d'avoir les mains liées par la solidarité ministérielle? Jamais.

Tant que nous serons vivantes, nous ne snifferons pas une seule ligne de parti, parce que ça rend plus esclave encore que la coke ou le crack.

Nous prendrons donc le maquis et nous voterons à l'unanimité d'être en SPM- Syndrome pré-menstruel- à l'année, afin d'effrayer la bêtise.

Si les femmes décidaient d'utiliser positivement et collectivement leur Syndrome pré-menstruel, au lieu de pleurer toutes seules dans leur coin ou de faire le ménage même quand c'est propre, aucun gouvernement ne pourrait gouverner comme il gouverne en ce moment, c'est à dire mal ou pas du tout.

Voilà la vraie force politique. Voilà ce que j'appelle "bien utiliser son pouvoir électrique d'électricité".

Avec toutes les femmes en SPM à l'année, tous les gouvernements seraient obligés d'en passer par nos volontés.

Car savez-vous la différence qu'il y a entre une femme menstruée et un terroriste? Avec un terroriste, au moins, on peut négocier. Et nous ne voulons plus négocier, justement. Il n'y a plus rien à négocier. Tout a été gâché, il faut détricoter et refaire.

Etant de grandes spécialistes des règles, nous en avons évidemment assez des règles en cours en politique. On n'ira donc pas rejoindre les

SPECIAL CONGRÈS

rangs du Syndicat du crime, c'est-à-dire de la société patriarcale, ainsi justement nommée par l'écrivaine Jovette Marchessault.

On n'a rien à y faire, les Chevaliers de Colomb et les tavernes ne nous intéressent pas le moins du monde, même si c'est écrit "Bienvenue aux Dames" à la porte. S'ils veulent de nous en politique, c'est qu'ils veulent nous re-filer le gâchis, nous laisser le réparer comme on pourra, pour mieux reprendre les rênes par la suite.

La société dans laquelle nous vivons est une grande maison confortable, avec un seuil qu'il faut traverser avant d'y pénétrer par la porte d'en avant, pour y trouver le confort, drapeau triomphant de notre généreuse société de consommation.

Mais la plupart des gens ne trouvent même pas la sonnette et restent, soit sur le seuil, soit sous le seuil,

étant donné que ça se bouscule à la porte.

Il n'y a pas de place pour tout le monde. Et si les gens, et surtout les femmes, ne trouvent pas la sonnette, c'est qu'en réalité il n'y a pas de sonnette.

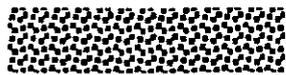
La maison est un club privé où l'oeil



L'humour d'Hélène Pedneault fut très apprécié!

averti du portier vous regarde par un trou dans la porte et sait immédiatement, à votre air, si vous faites partie du jet set ou non. Ils ont des ordinateurs où tout est écrit, vous n'avez aucune chance.

Encore moins aujourd'hui, où la mai-



SPÉCIAL CONGRÈS



son riche elle-même est en péril, en ces temps de récession et de surtaxation. Et devant les naufrages, il n'y a qu'une seule phrase à crier: "Les femmes et les enfants d'abord". Il faut bien respecter la tradition.

C'est probablement pour ça que les femmes et leurs enfants sont les deux premières catégories de personnes les plus touchées par la pauvreté, qui est le naufrage absolu. A côté de la pauvreté, l'iceberg qui a coulé le Titanic aurait l'air d'un grêlon.

Il faut les obliger à réparer avant de reprendre possession d'un monde dont nous avons été expropriées il y a bien longtemps. Nous n'irons pas habiter dans un taudis insalubre où les taxes à répétition et les surtaxes viennent gruger notre qualité de vie déjà précaire comme des maladies vénériennes. Où nos enfants attrapent la crève et partent à l'école le matin sans déjeuner.

Il faut obliger les propriétaires actuels à réparer avant d'acheter, parce qu'il y a un vice de construction. Il faut faire baisser les prix parce que nous co-habitions avec des spéculateurs qui les font grimper et se sauvent avec la caisse.

Soyons ce que nous sommes: des

sorcières en exil d'un monde dont nous avons été expropriées, et qui exigent réparation, plus subversives dans la rue, au téléphone ou en train de rigoler entre filles autour d'un gâteau au chocolat bourré de calories, que dans une maison close déguisée en chambre commune.

Nous ne sommes plus des courtisanes. Nous sommes des êtres politiques qui vivons dans le privé parce que nous savons que tout est dans tout. Nous détestons les compartiments et les hiérarchies qui enferment les gens dans des statistiques pour qu'ils meurent de froid.

Nous irons en politique quand ils auront réparé. Pas avant.

Et au Mépris qui, avec sa femme Généralisation et son fils Préjugé, colporte la rumeur que le cerveau des femmes, étant plus petit que celui des hommes, les empêche d'être de grandes créatrices, de grandes scientifiques ou de grandes politiciennes, vous pourrez répondre que le cerveau des baleines est bien plus gros que le leur.

Hélène Pedneault pour l'R des centres de femmes du Québec, juin 1991.



SPÉCIAL CONGRÈS



Et le débat...

S'il est risqué de parler de débat, puisque peu de divergences se sont exprimées, on peut certainement ramener ici des interventions qui ont marqué non seulement la soirée d'ouverture, mais aussi tout le reste de la fin de semaine:

Réhabiliter le féminisme, est-ce lui faire perdre son contenu révolutionnaire? Risquons-nous d'être récupérées en tentant de mieux "vendre" le féminisme, en essayant de le revamper?

Quand nous invitons des hommes à nos activités, il en vient très peu. Quand ils mettent sur pied des colloques sur la condition masculine, 80% des participants-es sont des femmes. Curieux! Est-ce que les femmes se donnent encore comme responsabilité de les aider, de les changer, de les éduquer?

Ce soir, des femmes jeunes, autochtones, immigrantes, nous ont parlé de leurs difficultés à se sentir comprises et appuyées par les groupes de femmes. On n'a pas parlé des femmes lesbiennes. Et pourtant, nous aussi, nous existons et nos rapports avec les groupes de femmes ne sont ni simples, ni faciles.

La suite: des ateliers remue-méninges

Après une soirée d'ouverture si riche en idées et en questionnements, il était inévitable que les discussions soient vives dans les ateliers. Vives, mais dans le respect des personnes qui exprimaient leur opinion. Plusieurs animatrices et secrétaires ont noté cet extraordinaire climat de confiance et d'ouverture.

Un grand thème: **la différence.**

Reconnaître que les femmes d'âge, de culture, de couleur, d'orientation sexuelle différentes, ont en commun l'oppression patriarcale mais subissent d'autres discriminations. Sans oublier les différences de revenu, de scolarité, de reconnaissance sociale ou professionnelle...

Vivre ensemble, cohabiter, partager, avec nos ressemblances et nos différences, c'est un défi et un contrat. Certaines se sont demandé jusqu'où on irait là-dedans. Si une femme autochtone ou immigrante s'adresse à un centre de femmes, doit-on prendre en compte les besoins et les revendications de sa communauté en plus des siens?

Et ces jeunes femmes, qui veulent

SPÉCIAL CONGRÈS

faire alliance avec les hommes, les inviter parfois à nos activités... Ça nous interpelle, nous dérange. En même temps, on se dit qu'il faut savoir être disponibles à de nouvelles idées, à des stratégies différentes. Pas simple, pas simple!

Autre grand thème: **le féminisme**. L'appel d'Armande St-Jean à réaffirmer le mot et l'idéologie a été entendu. Tous les ateliers en ont discuté. Plusieurs ont suggéré des cours sur l'histoire du féminisme,

féminisme soit multiforme, pluraliste. Toutes les femmes peuvent s'y reconnaître et apporter quelque chose, celles qu'on dit radicales, et les autres. On veut que le féminisme continue à "nommer la douleur", à déranger la société. En même temps, il fait du bien aux femmes regroupées, plus fortes pour lutter.

Le pouvoir: les femmes veulent de plus en plus influencer, diriger. On ne peut pas



Les débats dans les ateliers ont suscité un vif intérêt!

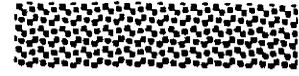
surtout pour démystifier son image (et celle des féministes!) auprès des jeunes femmes. On a dit que le féminisme était un humanisme et qu'à ce titre, il concernait toute la société.

On s'est félicité aussi de ce que le

attendre "que les hommes aient fini de nettoyer la maison" (Pedneault), il faut entrer dedans, nombreuses, articulées, solidaires. En même temps, requestionner l'articulation du pouvoir dans nos groupes. Vivons-nous des rapports égalitaires ou hiérarchiques? Comment réso-



SPÉCIAL CONGRÈS



vons-nous nos conflits? Le savoir est un pouvoir. Le partageons-nous?

Le privé est politique:

On a déjà entendu ça quelque part... Quelques ateliers ont soulevé la difficulté de vivre son féminisme partout, à la maison comme au travail. Ça joue dur dans les rapports amoureux!

Et, finalement, **rejoindre toutes les femmes**, être accessibles, présentes, partout où vivent les femmes. Se solidariser, en particulier, avec celles qui sont pauvres et isolées.

Comme on le voit, ces ateliers furent l'occasion d'une réflexion intense et riche. Elle s'est poursuivie et s'est synthétisée, en quelque sorte, par l'exposé en plénière de Jocelyne Lamoureux, professeure à l'UQAM.

L'unité par le SPM?

Reprenant avec beaucoup d'humour des éléments du texte d'Hélène Pedneault, Jocelyne Lamoureux s'est demandée qu'est-ce qui, au juste, pouvait cimenter l'unité entre les femmes, la sororité: le SPM (syndrome pré-menstruel), la méno-

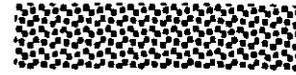
pause, la nature féminine, la victimisation, l'oppression? "Pouvons-nous encore dire "Nous, les femmes", sans tenir compte de nos différences de classe, de culture, de la position que nous occupons dans le mouvement des femmes? Nous ne sommes pas toutes pareilles, c'est l'évidence-même. Le féminisme créateur doit donc continuer à se construire une identité en tenant compte des différences et des divergences.

Par exemple, les femmes autochtones et immigrantes nous parlent de problèmes de survie et de légitimité, au sein de la société québécoise. Les femmes autochtones revendiquent, avec les hommes de leurs communautés, le droit à la terre. Les femmes immigrantes refusent d'être vues comme une menace ou une épine dans le pied; elles sont là pour rester et vivre avec nous.

Le mouvement des femmes doit donc "être attentif, non seulement à la clameur de ce qui meurt, mais au bruissement de ce qui naît". Il n'est pas question de se lancer dans une vaste entreprise d'auto-culpabilisation mais plutôt de manifester la plus grande ouverture possible aux questionnements. Si "le féminisme est un humanisme"



SPÉCIAL CONGRÈS



(Ginette Busqué), alors il vise à changer toute l'humanité. Cela exige de nous d'être inventives, d'accepter le dialogue, le compromis et surtout: d'intégrer le plaisir à nos luttes. Alors, pourrions-nous faire du SPM une simple potion de sorcières..."

Jocelyne Lamoureux

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Cette année, l'assemblée de l'R prenait un relief particulier à cause des thèmes qui y étaient abordés. En effet, le Conseil d'administration de l'R avait proposé aux centres de réfléchir sur six questions:

- les services dans les centres de femmes
- les activités éducatives
- l'action collective
- la gestion féministe dans un centre
- l'appartenance à l'R
- les centres de femmes spécifiques

Un cahier de préparation au congrès

a servi de base de discussion dans les centres et régions. Des ateliers, sur place, ont permis aux femmes de régions différentes d'échanger sur les thèmes susmentionnés. Par la suite, nous sommes passées en assemblée délibérante.

Dans chaque atelier, plusieurs résolutions avaient été présentées par des centres ou ont été formulées sur place. Sans les reprendre toutes, nous allons tenter de résumer l'esprit de plusieurs d'entre elles.



Les participantes sont visiblement épuisées!

Tout d'abord, il faut parler de la plate-forme souhaitée pour l'R. L'assemblée a voté unanimement pour qu'un processus de réflexion s'engage dans les centres, soutenus



SPECIAL CONGRÈS



par l'R, processus qui conduira à l'adoption d'une plate-forme lors d'un prochain congrès d'orientation, en juin '93. L'idée, c'est de définir davantage le projet féministe des centres et de nous assurer que nos pratiques correspondent à nos objectifs.

Par ailleurs, plusieurs résolutions ont porté sur l'ouverture des centres aux femmes de minorités sociales et culturelles. Positions de principes, demandes d'outils, engagements à se donner de la formation... le sujet a été pris très au sérieux. On a soulevé aussi la question de savoir si un centre de femmes s'adressant à une communauté spécifique (femmes lesbiennes ou handicapées) pouvait être membre de l'R. Ce droit est déjà acquis dans nos règlements généraux pour les femmes des communautés culturelles. La question sera discutée dans les centres, alimentés par un comité mis sur pied par l'R.

L'assemblée a demandé à l'R de fournir aux centres des outils pour parfaire leurs connaissances sur l'intervention féministe. Les participantes étaient soucieuses de s'assurer que leurs services et leurs activités éducatives aillent vraiment dans le sens de

l'autonomie individuelle et collective des femmes. De même, on demande des outils de gestion, un contrat de travail-type, par exemple.

Et quoi encore?

L'assemblée générale a aussi adopté le rapport du Conseil d'administration de l'R et discuté les résolutions présentées par le C.A.. Il en ressort un plan de travail passiblement chargé pour 1991-92 mais, en même temps, des défis extrêmement stimulants: renégociation du plan triennal avec le MSSS, présentation d'un cadre de référence au Ministère de l'éducation (MEQ), régionalisation, campagne de recherche de fonds, formation sur les activités éducatives dans les centres, priorisation du dossier "pauvreté et appauvrissement des femmes". Pas de quoi s'ennuyer cette année!

Mais ce bref compte-rendu ne serait pas complet si nous ne parlions pas du climat de tout le congrès. Louise Beaudry, dont c'était le premier congrès, va nous décrire comment elle l'a vécu. Disons tout de même que les participantes ont fait preuve de beaucoup d'ouverture d'esprit, de patience et de disponibilité. Elles étaient d'accord pour se remettre en question. Sereine-



SPÉCIAL CONGRÈS



ment pour mieux avancer. Elles ont consenti à allonger les heures de délibération, un samedi soir! Malgré une certaine difficulté, parfois, à se situer dans les débats, les nouvelles participantes disent avoir aimé l'expérience.

Donc, un beau congrès. Et une réflexion qui se poursuivra, au moins jusqu'à l'an 2000!

Merci à toutes celles qui ont rendu ce congrès possible: les femmes du comité organisateur, la permanence de l'R, les contractuelles, les bénévoles et vous toutes qui y avez participé!

Merci à nos bailleurs de fonds:

Secrétariat d'Etat, Programme Promotion de la femme

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Science.

Ministère de la Santé et des Services Sociaux

Ministère de la condition féminine (Québec)

Ministère des Communautés Culturelles et de l'Immigration

Françoise David

Mon premier congrès de l'R

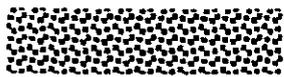
C'est avec un peu, beaucoup de fébrilité et d'impatience que je me dirigeais vers l'UQAM en ce beau jeudi soir du 6 juin 1991, pour assister au congrès de l'R des centres de femmes du Québec.

Mon bagage, je l'avais dans ma valise qui contenait tous les documents scrutés avec attention lors de la rencontre régionale en mai dernier.

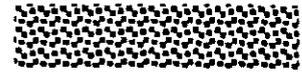
Mon bagage, je l'avais aussi dans ma tête, un bagage d'expériences ramassées tout au long de cette année d'activités au centre Avec des Elles.

Dans ma tête, il y avait aussi une multitude de questions que je souhaitais poser à chacune (ou presque) des participantes.

Tout autour de moi, dans ce grand hall, il y avait des femmes qui discutaient. Partout on entendait des rires, des éclats de voix.



SPÉCIAL CONGRÈS



C'est avec un peu de timidité (le croiriez-vous?) que je suis entrée dans cette grande salle où Von procédait déjà à l'ouverture du congrès.

Je ne sais que dire pour résumer en peu de phrases, ce qui s'est passé par la suite. Je sais surtout que je me suis sentie prise au jeu dès les premiers instants.

Je me souviens des éclats de rire pendant la parade de mode, des émotions suscitées par les propos des conférencières invitées et des pauses trop courtes pour tous les échanges informels.

Mais j'ai aussi en mémoire la densité des discussions en atelier, l'ordre du jour très chargé qui s'est étiré volontairement jusqu'à tard le samedi soir.

Je me souviens des micros pris d'assaut par les déléguées, de l'effervescence qui a animé l'adoption des propositions (je crois qu'il y en avait 56... ouf!).

Lorsque dimanche soir, je suis retournée chez moi avec mon bagage,

celui-ci avait quelque peu changé. Mes documents étaient remplis de commentaires, de ratures, d'ajouts de toutes sortes; mon agenda comptait quelques noms et adresses de plus et dans ma tête, il y avait de nouvelles figures.

Quelques jours seraient nécessaires, sans doute, pour classer dans ma tête tous les événements et les suites à donner mais mon sentiment d'appartenance et d'identification au mouvement féministe avait été confirmé par les échanges de cette fin de semaine.

En tant que nouvelle représentante régionale élue pour la région Laurentides-Lanaudière, je pressentais de nouveaux défis à relever, des projets à partager avec mes compagnes en région.

Un signe encourageant que les Centres de femmes du Québec sont en continuelle évolution, soucieuses que nous sommes de répondre aux besoins des femmes que nous côtoyons tous les jours.

Louise Beaudry

PAUVRETÉ ET DROITS HUMAINS

Notre démocratie cassée en deux

Le 6 mai 1991, plusieurs organismes rendaient publiques leurs conclusions sur les effets, déjà observables, de la réforme de l'aide sociale au Québec. Parmi eux se retrouvaient : CLSC St-Henri - Petite Bourgogne, Centre St-Pierre Apôtre, Coalition régionale contre la Loi 37, Front commun des personnes assistées sociales du Québec, Ligue des droits et libertés, Organisation pour la défense des assistés sociaux, Organisation populaire des droits sociaux - Région Montréal, Table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain, Table de travail sur la pauvreté de Côte-des-Neiges. Le bulletin reproduit ici de larges extraits de leurs conclusions.

Par ailleurs, Solidarité Populaire Québec, qui regroupe plus d'une centaine d'organismes populaires, communautaires, syndicaux, religieux, etc. envisage la tournée d'une Commission populaire itinérante à l'automne 1991 sur un «projet national de société» contre l'appauvrissement.

Le dossier sur Notre démocratie cassée en deux a été préparé par un ensemble de groupes et d'organismes de la région de Montréal. Son objectif a consisté à vérifier les conséquences de la mise en oeuvre de la réforme de l'aide sociale du point de vue de l'égalité des droits dans notre société. Après avoir examiné les divers programmes de la réforme de façon très détaillée, le groupe de travail a retenu les grandes lignes suivantes.

Les grandes lignes

1. Le **non-respect** de l'autonomie et de l'**initiative** des personnes demeure l'aspect le plus dénoncé. La réforme en cours de l'aide sociale porte atteinte à l'autonomie des personnes par son caractère fondamentalement coercitif. Contrairement à des réformes mises en place en Ontario ou au Massachusetts, la réforme québécoise comporte des mesures qui ne sont pas incitatives mais **coercitives**. Au lieu de tabler sur le désir de la plupart des personnes assistées sociales de vouloir s'en sortir elles-mêmes et de leur fournir les moyens pour faciliter la chose, la loi

actuelle postule que ces personnes sont, en pratique, des mineures ou pire des fraudeurs éventuels et qu'il faut des mesures obligatoires pour les remettre sur le marché du travail. À titre d'exemple, on aboutit ainsi à cette aberration qu'une personne sera pénalisée si elle avoue se chercher elle-même du travail ou se choisir des cours. De même, le rythme d'apprentissage différent des personnes, leurs capacités intellectuelles et émotives, ne sont guère prises en compte par les mesures actuelles, malgré la panoplie des catégories et des programmes prévus.

2. Le contrôle de la vie des personnes découle de la dimension **coercitive** de la réforme. On a mis en place des mesures qui viennent régenter encore plus la vie privée et maritale des personnes. Qu'il s'agisse de la notion de conjoint de fait, du partage de **logement**, de la contribution parentale ou encore des nombreuses mesures de contrôle des programmes imposés, la réforme a pour résultat pratique de déposséder les personnes de leur initiative. Ces dernières étaient hier enfermées dans la précarité économique de l'aide sociale. Elles deviennent aujourd'hui enfermées dans le

travail précaire, de par les mesures imposées par l'agent responsable de l'employabilité. Dans ce contexte, on n'est pas étonné de trouver l'encouragement général à la délation ou encore le recours à des firmes d'informations sur la vie privée des personnes. Nous avons ainsi une mécanique qui aboutit à domestiquer toute une catégorie de personnes et à leur nier, concrètement, qu'ils aient les mêmes droits que tous les autres citoyens et citoyennes. Cette situation comporte des conséquences très sérieuses pour la santé sociale et démocratique de notre société. Elle favorise le soupçon et la délation au lieu de l'entraide et de la solidarité, la **domestication** au lieu de l'esprit d'entreprise, pourtant si promu dans certaines classes plus favorisées de la société.

3. L'extrême complexité de la loi apparaît comme une conséquence de sa logique coercitive. Pour être à même de contrôler toutes les situations, la réforme est obligée de multiplier les catégories, les mesures, les contrôles de toutes sortes. Qu'on pense seulement aux 144 barèmes actuels ! Il en découle un travail de plus en plus lourd pour les agents, qui sont dans

possibilité d'établir une relation d'aide avec les personnes. Pour les gens exactement en cause, cette complexité engendre beaucoup d'incompréhension, d'anxiété et de stress. Les CLSC sont à même de constater, depuis le début de l'application de la réforme, et ils ne sont pas seuls, une montée en flèche des problèmes de santé mentale de toutes sortes. (...)

4. Les résultats prévus par la réforme, pour ce qui a trait à l'intégration dans le marché de l'emploi des personnes assistées sociales sont plutôt minces. Malgré tous les moyens mis à sa disposition, le gouvernement est incapable de comptabiliser sérieusement le nombre de personnes qui, à cause des mesures prévues, seraient sorties durablement de l'aide sociale. (...) Nous sommes devant une opération de propagande politique qui essaie de masquer l'échec de la réforme. Pour ce qui a trait aux mesures d'employabilité, on calcule, pour Montréal, 67 personnes participantes sur les 44, 000 déclarées aptes, soit une moyenne de 1,5 % seulement. Deux raisons sont avancées pour expliquer ce peu de succès. La première, c'est que les programmes de formation à l'emploi ont été initialement prévus pour les moins de trente ans. Us ne sont donc pas adaptés à ces personnes de quarante ou cinquante ans. La seconde, c'est que le supplément de revenu prévu par les mesures ne couvre habituellement pas les coûts encourus par ces personnes qui retournent travailler. Les personnes perdent alors toute motivation car elles s'appauvrissent en participant à cette mesure de retour à l'emploi. On voit donc que, contrairement au préjugé le plus courant, ce n'est pas la paresse qui caractérise ces personnes mais bien plutôt le réalisme et le découragement devant l'impossibilité de vraiment s'en sortir.

5. L'appauvrissement généralisé des personnes.

De l'avis de tout le monde du groupe de travail, la réforme ne sort pas les personnes

de leur situation mais contribue, au contraire à les appauvrir. Les coupures, à titre d'exemples, pour le partage de logement, sans compter celles conséquentes au découragement et à la sortie d'un travail précaire devenu inadéquat, ont comme effet direct d'appauvrir les personnes. Nombreuses sont alors celles qui doivent avoir recours à une forme ou l'autre de dépannage alimentaire. On n'est donc pas surpris de constater, avec les organismes de la Table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain, que le nombre de personnes qui viennent chercher de la nourriture continue de croître. Les groupes les plus touchés sont actuellement les jeunes de moins de trente ans, les femmes, cheffes de famille et leurs enfants. — Qu'on rappelle la prise de conscience récente sur la faim des enfants d'âge scolaire et l'inadéquation des moyens déjà mis en place. Il faut aussi ajouter les femmes moins scolarisées de plus de cinquante ans et enfin les immigrants en attente de statut. Or, ces derniers sont plus de 24, 000 à Montréal. Soulignons enfin, pour éclairer les gens qui pensent que le Québec dépense beaucoup pour les personnes assistées sociales, que celui-ci se situe au septième rang au Canada pour ce qui a trait aux montants versés aux personnes assistées sociales. Non seulement les taux québécois sont-ils parmi les plus éloignés du seuil de pauvreté mais ils ne sont toujours pas indexés régulièrement, malgré la recommandation en ce sens du Protecteur du citoyen. Les seules personnes qui voient leur sort économique s'améliorer un peu sont peut-être celles qui sont reconnues «soutien financier». Mais la réforme actuelle les renferme dans une catégorie qui les rend incapables d'avoir le moindre travail. Ce qui, pour notre société, constitue un recul certain, car nous avons réussi à faire sauter une telle limite pour les personnes atteintes d'un handicap. Pour toutes les autres, la réforme contribue à les maintenir dans la précarité ou encore à les appauvrir davantage.

6. La création de deux catégories de citoyens.

Le résultat le plus pervers, à moyen et long terme, de la réforme consiste à mettre progressivement en place deux catégories de citoyens et de citoyennes. Si vous avez un emploi stable et un revenu moyen, si vous appartenez en plus au milieu des affaires, vous aurez droit à tout un train de mesures législatives qui vous permettront d'épargner de l'argent et de payer moins d'impôt, surtout si vous savez investir dans un régime d'épargne-retraite ou mieux dans la spéculation immobilière. Vous aurez droit, comme agent économique, à des subventions de l'État. Mais soyez tranquille, ce dernier ne viendra pas enquêter dans votre chambre à coucher et ne vous obligera pas à faire un travail que vous ne voudriez pas faire. Si vous avez des difficultés avec les lois de l'environnement ou avec celles sur la francisation de votre entreprise, par exemple, vous pourrez compter sur des lois souples, incitatives et non coercitives, car, comme le rappelait le ministre Ryan, nous sommes en pays démocratique.

Si, par contre, vous avez dû recourir à l'aide sociale, vous êtes assuré(e) d'avoir un «dernier recours» parmi les plus bas au Canada. Si vous voulez garder votre initiative et que vous n'êtes pas prêt(e) à souscrire à toutes les mesures qu'on veut vous imposer, vous aurez droit à trois agents pour s'occuper de vous. Vous êtes assuré(e) de la surveillance et de la «collaboration» obligatoire de vos voisins, à la visite à domicile d'un fonctionnaire qui cherche votre bien. Vous devrez accepter l'intrusion dans votre vie privée et même à un mariage décrété d'autorité. Vous devrez cesser de vouloir aider quelqu'un d'autre ou de vous en sortir ensemble. Vous devrez vivre seul(e) et ne pas vous préoccuper de soigner vos vieux parents. Vous devrez renoncer à toute initiative pour vous en sortir et accepter avec empressement les mesures concrètes que les agents auront trouvées pour vous. Vous devrez persévérer, même si les

mesures sont inadéquates ou que votre santé en souffre. Vous devrez aussi, dans un programme Extra, faire du travail qui ne sera pas payé à sa juste valeur, qui ne sera pas couvert par les normes ordinaires du travail, suivre des cours qui souvent ne conduisent nulle part, accepter un travail précaire avec reconnaissance et, une fois celui-ci terminé, remercier tout le monde et revenir à la case de départ.

C'est ainsi que se mettent en place, au Québec, deux classes de citoyens et de citoyennes qui ne sont plus protégés dans les faits, par la même charte des droits et libertés. Le Protecteur du citoyen, la Ligue des droits et libertés, un grand nombre de groupes et d'organismes professionnels ont beau intervenir et lancer un cri d'alerte, le ministère de la Sécurité du revenu ne veut rien entendre d'autre que les gros sous qu'il fait épargner au trésor québécois. Quand une industrie soupçonnée de polluer veut s'installer dans une région, le gouvernement lui demande, et à juste titre, une étude d'impact de son projet sur l'environnement. Mais le même

gouvernement peut concocter une réforme de l'aide sociale qui touche des milliers de citoyens sans faire d'étude d'impact sur les coûts sociaux et démocratiques de celle-ci. Il peut décider de faire fi de tous les mémoires qui ont vu, dès la commission parlementaire de 1988, les coûts humains et sociaux du projet, sans penser le moins du monde perdre ainsi toute crédibilité morale.

Il est urgent que toutes les personnes qui croient encore aux mêmes droits humains pour tous comprennent ce qui se met actuellement en place. La fibre démocratique de notre pays est en train de s'effiloche. Si nous laissons le gouvernement mettre en place deux catégories de citoyens, en pensant que nous ne sommes pas encore en cause, nous aurons des lendemains plutôt douloureux. Car le travail précaire n'est déjà plus le seul lot des personnes assistées sociales. Il se répand chez les jeunes plus instruits, chez de plus en plus de femmes et atteint la classe moyenne. La domestication par le travail précaire

devient ainsi une façon de diviser les citoyens les uns contre les autres et de rendre très difficile toute solidarité sociale.

Mais comment un petit pays comme le nôtre pourra-t-il relever le défi de la mondialisation des échanges si nous devenons de plus en plus en compétition les uns contre les autres ? Si nous acceptons que l'épargne à court terme tienne lieu de politique de développement ? Si la domestication des plus pauvres remplace l'imagination économique et le courage politique ?

Il est urgent de dire non à ce qui se passe, de retrouver contact avec la dignité qui nous est commune et de faire savoir à ceux qui nous gouvernent qu'ils retardent dangereusement sur la conscience que la population prend de la situation. Notre démocratie est cassée en deux : ce n'est pas ainsi que l'on construit un pays !

Propositions retenues par le Groupe de travail sur la mise en oeuvre de la Réforme de l'aide sociale

1. Nous demandons à la population de s'opposer vigoureusement à la mise en place de deux catégories de citoyens et de le faire savoir à leur député, par téléphone ou par lettre.
2. Nous demandons à toute la population d'appuyer les demandes de la Table nationale contre la Loi 37.
3. Nous demandons à la ville de Montréal de défendre les droits démocratiques des 140,000 citoyens et citoyennes qui sont sur son territoire et qui dépendent de l'aide sociale.
4. Nous demandons à toutes les autorités municipales d'en faire autant.

Boîte à outils

FEMMES ET SANTE aspects psychosociaux

En 1980, le Conseil du statut de la femme faisait paraître son Essai sur la santé des femmes dans lequel était mis en lumière l'ampleur de la médicalisation de la vie des femmes et sa nature spécifique.

Qu'en est-il dix ans après? Où en est la recherche sur la santé des femmes?

Ces questions sont à l'origine de cet ouvrage collectif qui porte sur la santé des femmes vue dans la double perspective écologique et féministe. Les auteures y analysent les facteurs sociaux, économiques et culturels qui engendrent chez les femmes, parce qu'elles sont des femmes, un mal-être ou des problèmes de santé.

Elles y examinent plus particulièrement les effets du contexte de travail, des rapports de sexe au sein de la famille, des conditions de vie en général, des normes et des valeurs socioculturelles sur l'état de santé des femmes et sur leurs habitudes de vie. La santé mentale et physique des femmes, les conséquences de la pauvreté sur leur santé, la consommation d'alcool,

l'usage du tabac et l'obsession de la minceur sont les principaux thèmes abordés.

Soulignons la collaboration de Lyne Dessureault, Dominique Daigneault et Suzanne Walsh du Centre des femmes de Verdun. Elles y analysent les perceptions des participantes aux ateliers sur l'obsession de la minceur qu'elles organisent depuis quelques années.

En plus de donner la parole aux femmes, "ce livre remonte à l'idéologie des problèmes et des comportements nuisibles à la santé. Il remet en cause l'organisation du monde du travail, les images véhiculées par les médias; il propose de régler, avant tout, les inégalités de revenu et la précarité de l'emploi afin de permettre à toutes les femmes, sans exception, de participer à la création de la richesse collective tout en s'épanouissant dans leur travail et leur vie privée" (extrait de la postface de Madeleine Blanchet, présidente du Conseil des affaires sociales du Québec)

Vous pouvez vous procurer "Femmes et santé": aspects psychosociaux" chez votre libraire ou en vous adressant directement à l'éditeur:

Boîte à outils

Gaétan Morin, éditeur, Case postale
180, Boucherville (Qc) J4B 5E6, Tél:
(514) 449-2369.



Des lettres patentes et des règlements conformes à l'orientation féministe d'un centre de femmes.

Lors du dernier congrès de l'R plusieurs recommandations ont été adoptées pour améliorer la gestion féministe des centres. L'une d'elles donnait à l'R le mandat de fournir des outils permettant aux centres de réviser leurs règlements généraux afin qu'ils soient conformes à leur orientation féministe.

Relais-femmes vient de publier un document qui pourrait être très utile à tous les centres de femmes: "Encadrement juridique des collectives: des lettres patentes et règlements conformes à la réalité des collectives".

Cette recherche fut commandée par des groupes membres de Relais dont l'R. L'intention n'était pas de se questionner ni de se positionner sur la meilleure façon de fonctionner pour un groupe de femmes mais plutôt d'offrir un support aux groupes

qui ont déjà choisi de fonctionner en collective et de démontrer qu'ils ne sont pas dans l'illégalité! Plusieurs centres de femmes ont choisi de travailler en collective, souhaitant trouver dans ce type de fonctionnement une façon égalitaire de gérer leur groupe.

L'outil de Relais leur sera sûrement très utile. Il sera aussi très utile aux centres qui fonctionnent en conseil d'administration puisqu'il contient une foule de renseignements qui s'appliquent aussi bien à leur réalité qu'à celle des collectives.

C'est pourquoi nous recommandons à tous les Centres de se le procurer! Pour le commander au coût de 6.00\$ plus frais d'envoi, on doit s'adresser à : **Relais-Femmes**, 1265, rue Berri, bureau 810, Montréal (Québec) H2L 4X4, Tél: (514) 844-4509.



Répertoire des organismes des communautés culturelles du Québec, 4e édition, MCCI

Le Québec compte une centaine de communautés culturelles et ces dernières sont, entre autres choses,

Boîte à outils

à l'oeuvre dans plus de 1 800 organismes des communautés culturelles, où sans aucun doute, interviennent et participent de nombreuses femmes.

Cet outil de référence présente les organismes répertoriés selon les régions administratives et les secteurs d'activités. Ce répertoire pourrait être utile aux centres de femmes qui veulent s'informer sur les diverses activités culturelles que vivent les femmes dans leur régions, de même qu'aux centres souhaitant développer des liens de solidarité avec des femmes des communautés culturelles.

Coût: 16.95\$

Commande postale:

Publications du Québec

C.P. 1005

Québec (Qc)

G1K 7B5

Pour information:

Publications du Québec

**Complexe Desjardins-Niveau
promenade**

Montréal (Qc), H5B 1B8

Tél: (514) 873-6101

1-800-463-2100 (sans frais)



Au bas de l'échelle

L'ABC des non-syndiqué-e-s

Brochure simple et détaillée pour s'y retrouver dans le dédale des lois et des ressources qui existent en matière de droit au travail.

Coût: 3.50\$ (5.00\$ par la poste)

En vous procurant L'ABC des non-syndiqué-e-s, il vous sera remis l'A Bébé C des parents non-syndiqués gratuitement. C'est un guide complet et accessible sur les droits et les recours existants pour la travailleuse enceinte et les parents travailleurs.

Coût: 0.,50 (1.50\$ par la poste)

Pour information:

Au Bas de l'échelle

6839-A, rue Drolet

Montréal(Qc)

H2T 2T1

Tél: (514) 270-7878



Pas le temps d'arrêter

Un film réalisé par Hélène Klodowsky, nous présente trois

Botte à outils

femmes immigrantes, appartenant à des minorités visibles. Elles témoignent des problèmes vécus à leur arrivée au Canada.

Kwai Fong Lai est originaire de Hong Kong, Alberta Onyejekwe du Ghana et Angela Williams de la Jamaïque. Trois femmes, trois récits, trois rêves, un lien commun: elles sont de couleur, elles sont immigrées, et elles gagnent leur vie avec courage et dignité, en dépit des facteurs qui jouent contre elles.

Kwai Fong et Alberta travaillent en manufacture, Angela est gardienne d'enfants et femme de ménage. Elles témoignent ici des problèmes vécus par de nombreuses immigrantes des ghettos où les confine leur travail. Sitôt arrivées au Canada, quel que soit leur niveau d'instruction, elles se voient reléguées au bas de l'échelle sociale. Piégées dans des emplois mal rémunérés, peu valorisants et qui leur demandent tout leur temps, s'en sortir devient tout un défi.

Dans leurs propos comme dans leur travail, Kwai Fong, Alberta témoignent non seulement de la lutte qu'elles mènent, mais aussi de l'intelligence, de la perspicacité et

de l'intuition qui les animent et les poussent à aller de l'avant.

Une production de l'Office national du film dans le cadre du Programme fédéral des femmes, disponibles en 16 mm et vidéocassette. Pour achat ou location, adressez-vous au bureau de l'**ONF de votre région**. Durée 29 minutes-
Nos d'identification: Film: C 0290 027. Pour rejoindre l'ONF sans frais, composez le 1-800-363-0328.



"L'éducation populaire, ça change le monde!"

L'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA) annonce la parution des actes du colloque national sur l'éducation populaire au Québec, tenu en janvier 1990 sur le thème "L'Éducation populaire ça change le monde!".

A la fois actes de l'événement, tableau des pratiques développées au fil des ans et outil de réflexion, ce document vivant et largement illustré est constitué d'entrevues, de synthèses et d'échos des activités, de textes de conférences et d'informations sur le mouvement

Boîte à outils

d'éducation populaire au Québec.

On y retrouve en premier lieu une présentation des réseaux d'éducation populaire, suivie de notes historiques sur des personnalités ou des organisations qui ont marqué leur évolution ainsi que de photos d'archives sur leur époque: Albert St-Martin et l'Université ouvrière; Idola St-Jean, et le droit de vote des femmes; Léa Roback, la passion de la justice; la JOC et la formation dans l'action.

Le rappel imagé des ateliers, kiosques et visionnements tenus lors de la "foire aux pratiques" témoigne ensuite de la diversité et de la richesse des pratiques des groupes communautaires, des syndicats et des commissions scolaires, ainsi que de leur contribution importante au développement personnel des adultes et à la promotion collective des milieux populaires.

La troisième partie du document traite des perspectives de développement du mouvement. On y réfère, entre autres, aux conférences données lors du colloque sur le thème: "l'éducation populaire, ça change quoi?", par Michel Blondin, éducateur populaire et syndicaliste, Lucie Bélanger, militante

féministe et impliquée en solidarité internationale et dans la défense des droits sociaux, et José Ignacio Lopez Virgil, responsable de formation en Amérique latine et auteur de nombreux outils d'éducation populaire.

Alors que le Gouvernement du Québec procède à d'importantes coupures de budget en éducation des adultes et à des modifications profondes des programmes de soutien à l'éducation populaire, le maintien et le développement de lieux de formation variés, accessibles à tous et à toutes, est plus que jamais à l'ordre du jour.

On peut se procurer cette publication au coût de 5\$, plus 2\$ pour les frais d'envoi, en s'adressant à : **l'ICEA**, 5225, rue Berri, 3ième étage, Montréal (Qc), H2J 2S4, Tél: (514) 948-2039.



Une société sans barrières

9 novembre 1990. Plus de 250 intervenantes et intervenants, de presque tous les secteurs de la société, participaient à l'ouverture du Forum UNE SOCIÉTÉ SANS BARRIÈRES, organisé dans le but de fa-

Boîte à outils

valoriser l'exercice des droits des personnes analphabètes.

C'est la première fois au Québec qu'une réflexion collective porte tout à la fois sur la prévention, l'alphabétisation et l'exercice des droits fondamentaux. C'est également la première fois que l'on reconnaît les responsabilités de l'ensemble des secteurs de la société dans ces domaines d'intervention.

Ce document se présente en deux parties. Le compte-rendu des principales activités de l'événement permet de poursuivre la réflexion et l'analyse amorcées au forum. La deuxième partie, conçue sous forme de fiches, fournit aux intervenantes des suggestions pratiques d'action. Ces fiches sont très intéressantes. La très grande majorité d'entre elles sont très pertinentes pour les centres de femmes.

Pour commander ce document au coût de 13\$, plus 2\$ de frais d'envoi, écrivez ou téléphonez à l'ICEA, 5225, rue Berri, 3e étage, Montréal (Qc), H2J 2S4, Tél: (514) 948-2039.



Question de compétences

Question de compétences a d'abord été conçu pour les femmes sans diplôme d'études secondaires qui souhaitent s'intégrer au marché du travail. Cet outil propose une démarche de formation axée sur le développement de l'employabilité des femmes en valorisant le travail au foyer et le travail bénévole. Cependant, il peut très bien s'adapter à toute démarche d'autonomie des femmes. Il devient alors un instrument de valorisation et d'affirmation pour les femmes.

Dans le but d'aider les intervenantes des groupes de femmes à adapter cet outil à leur réalité, Relais-femmes a produit un guide d'utilisation à leur intention. Ce guide accompagne le kit "Question de compétences". Relais prévoit également organiser une formation qui pourrait avoir lieu dans une des trois régions suivantes: Bas St-Laurent/ Gaspésie/ Îles de la Madeleine, Côte-Nord et Abitibi-Témiscamingue.

Faute de moyens, une seule formation pourra avoir lieu cette année, Relais ira là où la demande sera la plus forte!

Boîte à outils

Alors si ça vous intéresse, communiquez avec Marcelle **Piquette-Réglmbald** au (514) 844-4509.

Pour vous procurer le guide d'utilisation au coût de 6.00\$, plus 2.00\$ pour les frais d'envoi, communiquer avec Relais-Femmes, 1265, rue Berri, bureau 810, Montréal (Qc) H2L 4X4.



•DERRIERE LES FACADES•

Un vidéo documentaire qui révèle des faits troublants sur la vie des femmes locataires touchées par la discrimination et le harcèlement.

Au Québec, sept femmes sur dix sont locataires. Le choix en matière de logement est limité pour un grand nombre d'entre elles à cause de leur faible revenu. Mais les difficultés ne se résument pas à une question financière. Les femmes doivent faire face aux nombreux préjugés qu'on entretient à leur égard.

Les plus durement touchées sont évidemment les mères seules avec enfants, les bénéficiaires de l'aide sociale, les femmes de minorités visibles, les femmes âgées. On ne

peut pas parler de cas isolés, car une enquête réalisée à Montréal en 1986 démontre que plus de la moitié des femmes locataires subissent de la discrimination et/ou du harcèlement.

Pour la première fois au Québec, un documentaire vidéo traite de ces problèmes épineux. Sur la base de témoignages, ce documentaire rend compte d'une réalité qui échappe aux apparences. Deux femmes, de milieux socio-culturels différents, partagent leurs expériences de discrimination et de harcèlement.

En pénétrant dans leur univers, on peut mieux comprendre les répercussions multiples des problèmes de logement dans la vie de nombreuses femmes locataires au Québec. A l'écoute de ces femmes, on peut mieux mesurer la gravité de la situation.

(Vidéo accompagné d'un guide pédagogique et disponible pour vente et location).

Information-ressources

Femmes et logement

(514) 272-9304

Groupe Intervention Vidéo

(514) 499-9840



Boîte à outils

LES OUTILS DE LA PERMANENCE:

Françoise



Michèle



Marthe

Jocelyne



Clair

Josée



"One Weman Show"

Pour vos assemblées annuelles, congrès, colloques ou même "party de bureau": Céline Grenier vous offre un "One Woman Show" humoristique autour des éternelles remises en question que provoquent les déboires amoureux.

"...je me rase pour sortir le soir, pis déjà pendant la nuit, ça a poussé comme des pissenlits! Je suis piquante comme une pelote à épingle pis l'autre il repart chez eux grafigné de la tête aux pieds..."

"...Arrangée à l'année comme du velcro, je me demande pourquoi y a pas plus d'hommes qui me collent après..."

Extrait de *"L'Amour me joue des tours"*
de Céline Grenier.



photo: Michel Kiffer

Spectacle: **"L'Amour me joue des tours"**
Texte
et interprétation: Céline Grenier
Dirigé par: Diane Jules
Durée: 30 minutes
Technicalités: Sonorisation adéquate (micro au besoin, un lecteur de cassettes, etc.),
éclairage adapté aux dimensions de la scène et de la salle.
Prix: \$350 (négociable)

Pour informations: Communiquez au (514) 937-1932

Aimez-vous votre bulletin?

Ce petit questionnaire sans prétention vise à connaître votre intérêt et vos opinions sur le bulletin. Dans le but de l'améliorer, bien sûr...!

1. Le bulletin est-il lu dans votre centre?

	oui	parfois	non
- par la coordonnatrice	()	()	()
- par les travailleuses	()	()	()
- par les membres du C.A ou de la collective	()	()	()

2. Vous aimez :

	oui	non
- les textes de fond	()	()
- la boîte à outils	()	()

3. Vos sujets préférés: (Numérotez les de 1 à 6 par ordre d'importance)

- les activités ou actions des centres	()
- les débats dans le mouvement des femmes	()
- les débats de société (à: crise autochtone)	()
- les politiques gouvernementales	()
- les femmes des pays en voie de développement	()
- autres (spécifiez)	

4. Avez-vous des suggestions? (Chroniques, thèmes, format, fréquence...)

5. Nous avons pensé consacrer désormais la majeure partie de chaque bulletin à un thème particulier. Qu'en pensez-vous?

- d'accord	()
- pas d'accord	()

6. Pourrions-nous vous solliciter pour écrire un article?

Y a-t-il des sujets qui vous intéressent particulièrement?
